

Revue d'études comparatives Est-Ouest

<http://necplus.eu/REC>

REVUE d' études comparatives
EST-OUEST

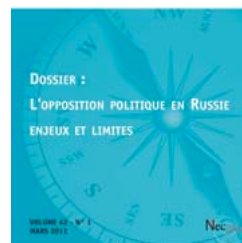
Additional services for *Revue d'études comparatives Est-Ouest*:

Email alerts: [Click here](#)

Subscriptions: [Click here](#)

Commercial reprints: [Click here](#)

Terms of use : [Click here](#)



L'opposition en Russie : l'exemple de la ville d'Omsk

Sergej Kostarev

Revue d'études comparatives Est-Ouest / Volume 42 / Issue 01 / March 2011, pp 91 - 112
DOI: 10.4074/S0338059911001057, Published online: 24 May 2011

Link to this article: http://necplus.eu/abstract_S0338059911001057

How to cite this article:

Sergej Kostarev (2011). L'opposition en Russie : l'exemple de la ville d'Omsk. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 42, pp 91-112 doi:10.4074/S0338059911001057

Request Permissions : [Click here](#)



L'OPPOSITION EN RUSSIE : L'EXEMPLE DE LA VILLE D'OMSK

SERGEJ KOSTAREV

Professeur de science politique à l'Université d'Omsk, président de la section d'Omsk de Iabloko (skostarev@yandex.ru)

RÉSUMÉ : Après un examen des définitions et des principes, passés et présents, de l'opposition politique en Russie, l'accent est mis sur la frontière qui dissocie l'opposition dite de système (officielle) et celle hors système (non officielle). Une courte partie historique est suivie de l'étude du rapport que le pouvoir entretient avec les opposants à l'époque postsoviétique. La réalité sociopolitique est observée à un niveau local, Omsk et sa région, à travers les activités de la section régionale du parti Iabloko et des militants issus de la société civile. L'action de l'opposition se fonde sur la législation – quel usage fait-elle des lois électorales en vigueur ? – et sur des outils politiques – organisation de manifestations, structuration d'un espace de débat, tentatives d'union des forces d'opposition. Les principaux événements ayant eu lieu en 2008-2010 à Omsk illustrent les formes et les méthodes qu'a pu prendre le militantisme de même que les moyens mis en œuvre par la police politique pour y répondre, l'objectif étant de déterminer les conditions d'existence de l'opposition et d'en dessiner les perspectives.

Mots-clés : Russie, opposition politique, militantisme, société civile russe, partis politiques

Le système politique russe, qui est encore en mutation, évolue sous l'influence de diverses conceptions, parfois divergentes, de la structure de l'État, élaborées dans un monde globalisé. La conscience politique des élites dirigeantes est, elle aussi, empreinte de contradictions, la tentation du libéralisme (mode de développement occidental) se heurtant à une tendance au conservatisme et à la verticalité du pouvoir (mode de développement oriental ou asiatique), ce qui s'explique par l'histoire et la géopolitique du pays. Dans un tel contexte, la place faite à l'opposition est au cœur de notre réflexion qui porte sur la nécessité de celle-ci dans un système politique et sur ses modes de formation et d'existence. Ces dernières années, les politologues ainsi que les hommes politiques russes se sont efforcés de définir le rôle de l'opposition en Russie et, à cette fin, ils ont conçu une notion originale, distinguant l'« opposition officielle », bien intégrée dans le système politique dominant, de l'« opposition non officielle » (qualifiées en russe d'oppositions du système ou étrangère au système – *sistemnaja* ou *nesistemnaja*). L'auteur du présent article propose d'analyser ces concepts à partir de pratiques politiques concrètes au niveau régional et, plus précisément, de l'exemple des forces politiques dites d'opposition dans la ville d'Omsk.

Cette localité a en effet connu une évolution politique assez caractéristique et digne d'attention. Omsk, qui entretient des liens étroits avec le Kazakhstan voisin tant dans le domaine social et culturel qu'économique et politique, compte plus d'un million d'habitants et est l'une des principales agglomérations de la Russie. Cette ville dont le niveau industriel et agricole était élevé à l'époque soviétique a néanmoins perdu son statut de capitale industrielle de la Sibérie après l'implosion de l'URSS. Enfin, une dernière singularité mérite d'être soulignée : l'oblast d'Omsk est dirigée par Leonid Poležaev, gouverneur qui est au pouvoir depuis 1990 et peut se targuer de détenir la plus grande longévité politique en Russie. Notons encore qu'au cours de la transition politique du début des années 1990, des opinions contestataires se sont exprimées avec force dans cette ville qui, selon la terminologie de l'époque, appartenait à la « ceinture rouge »¹ ; l'oblast était en outre celui qui, en Sibérie, avait recueilli le plus de voix en faveur du parti Iabloko, lors des élections à la Douma d'État en 1993, 1995 puis 1999. Ces dernières années, l'on assiste, en revanche, à une montée du conservatisme comme en témoignent les résultats des enquêtes menées en 2007 par le Fonds pour l'étude de l'opinion publique (Fond občestvennoe mnenie) et l'École supérieure d'économie (GU-VSE) (Mersijanova, 2009). Celles-ci font ressortir combien la vie sociale et civile s'est dégradée dans cet oblast qui fait désormais partie des trois sujets de la Fédération de

1. Au début des années 1990, la ceinture rouge rassemblait les oblasts qui étaient dirigées par des communistes, allant de la Russie occidentale, du Caucase du Nord à la Sibérie.

Russie où les conditions sont les plus défavorables à la formation de la société civile².

1. UNE OPPOSITION AUX CONTOURS FLUCTUANTS

1.1. L'ABSENCE DE CADRE JURIDIQUE

La place octroyée à l'opposition varie selon le système politique. Sous un régime totalitaire, l'État interdit toute forme d'association organisée et indépendante et tente de briser net la moindre tentative de contestation politique structurée. Dans un système autoritaire, l'opposition est criminalisée, perçue comme une menace par les autorités qui, par le biais de la propagande, en font un phénomène antigouvernemental. En démocratie, l'opposition est un élément constitutif du processus politique, l'alternance des partis au pouvoir étant indispensable à son fonctionnement normal ; il faut, par conséquent, laisser aux organisations politiques qui ne sont pas au pouvoir toute latitude d'agir. Comme cela a été démontré par les politologues et confirmé par la pratique politique, dans une société démocratique, l'opposition est un phénomène normal et naturel. Elle permet au gouvernement de fonctionner et d'évoluer quelle que soit son orientation politique tout en garantissant les conditions d'un dialogue entre les citoyens et les institutions étatiques. La diversité de la vie sociopolitique doit donc être encouragée en même temps que la création et l'activité des partis politiques, des mouvements et des organisations sociales. Les forces politiques, dans leur pluralité, constituent un contrepouvoir qui préserve un certain équilibre entre les différentes institutions politiques en concurrence. Dans la Russie actuelle, si la nécessité de l'opposition est formellement reconnue, les forces politiques d'opposition sont néanmoins classées en deux catégories : l'une, intégrée dans le système, collabore avec le gouvernement aux conditions qu'il dicte et elle est représentée aux différents niveaux de l'État (à la Douma de la Fédération de Russie ou dans les instances régionales) ; l'autre, étrangère au système, s'élève contre le pouvoir en place. Pourtant, la science politique russe n'offre aucun critère précis et scientifiquement fondé à l'aide duquel appréhender un groupe politique en tant que force d'opposition. De fait, cette catégorisation repose en Russie sur les opinions des représentants des forces politiques au pouvoir, ce qui n'aide pas à définir l'opposition de façon pertinente. Une réflexion scientifique s'impose pour affiner les critères d'analyse de la division de

2. Les deux autres sujets relevant de cette catégorie sont la République mordve et l'oblast de Tambov. Les enquêtes consacrées à la société civile ont été menées dans 68 sujets de la Fédération de Russie, classés en fonction de leur degré de tolérance. À cette fin, six catégories ont été retenues : les plus défavorables à la formation d'une société civile (3 sujets) ; défavorables (18 sujets) ; plus défavorables que favorables (19 sujets) ; plus favorables que défavorables (19 sujets), favorables (6 sujets) ; très favorables (3 sujets) (MERSIJANOVA, 2009).

l'opposition entre les deux catégories susmentionnées et déterminer les formes que prend son action dans chacune de ces catégories.

Le terme même d'opposition est depuis longtemps entré dans le vocabulaire politique russe où, renfermant l'idée de résister ou d'empêcher, il sous-entend la lutte contre tout pouvoir dominant ou le groupe d'individus qui mènent ce combat. Dans son acception la plus étroite, l'opposition est le fait d'éléments qui, insatisfaits de la politique menée par le gouvernement, critiquent le pouvoir en place et le régime en vigueur. Déjà, au XIX^e siècle, à l'instar de l'Encyclopédie des éditions Brokhaus et Efron, les dictionnaires russes précisaient les caractéristiques et les contours de l'opposition d'alors (Andreevskij, 1893, pp. 38-39). Les constitutions des pays démocratiques délimitent la sphère à l'intérieur de laquelle l'opposition peut agir librement, sous la protection de l'État qui lui garantit la liberté de critiquer les mesures gouvernementales dans la presse, lors de réunions officielles, de rassemblements populaires, à condition de rester dans le cadre de la loi (*Ibid.*). Dans la Russie contemporaine également, la notion d'« opposition » est comprise de différentes manières. Certains la considèrent comme un moyen d'opposer certaines opinions, idées, actions politiques à d'autres (Makarenko, 1996, p. 45). Certains y voient, au contraire, un moyen non pas de concurrencer une politique par une autre mais de s'élever contre la pensée dominante ou officielle (Borcov, 1997, p. 330). D'autres, enfin, estiment que l'opposition politique est composée des partis et mouvements qui agissent de façon organisée (légalement et illégalement) et dont l'objectif est de transmettre le pouvoir à une autre force politique (Popova, 1998, p. 318). G.V. Saenko, auteur d'une des premières monographies consacrées à l'opposition dans la Russie postsoviétique en a donné une définition plus circonstanciée : « Sous sa forme la plus générale, [l'opposition] peut être entendue comme une partie de la société politiquement organisée en un ensemble de partis politiques, de mouvements et d'organisations exprimant les intérêts des couches et groupes sociaux auxquels elle appartient qui s'élèvent totalement ou partiellement contre les orientations économiques et politiques du parti au pouvoir ou, plus globalement, contre le régime ; ces forces, qui ne peuvent participer à l'élaboration des décisions cruciales pour la société, aspirent à défendre les intérêts de "leur" base sociale en luttant contre le pouvoir en place ou en y participant » (Saenko, 1995, pp. 22-23).

En somme, l'opposition est constituée des acteurs politiques qui, ne pouvant formuler les valeurs politiques et répartir librement les ressources et les biens publics, revendiquent ces droits et tentent d'accéder à leur tour au pouvoir. En d'autres termes, un conflit et un antagonisme sont au fondement des rapports entre le pouvoir et une opposition déterminée à changer l'ordre social en sa faveur. Une telle conception, que l'on peut

qualifier de traditionnelle, correspond aux vues de Karl Marx, Max Weber, Vladimir Ilitch Lénine et reste d'actualité en Russie.

Toutefois, dans la société de l'information (ou postindustrielle), la perception de l'opposition politique a évolué : outre le caractère « instrumental » d'une machine à atteindre le pouvoir, elle est également un droit, comme le précisent Walter Theimer et Peter Campbell : « La liberté de s'opposer au gouvernement est un droit fondamental dans une démocratie... elle témoigne du fait que l'opposition est, pour l'État, aussi légale et vitale que le gouvernement. » (Theimer & Campbell, 1950, p. 320). À la différence des pays occidentaux où l'opposition bénéficie communément d'un véritable statut, en Russie, elle n'est pas encadrée par des droits spécifiques (Timofeeva, 2004) et sa reconnaissance juridique y est indirecte ; elle résulte de différents droits et libertés politiques mais aucune loi ne lui est spécialement consacrée. En outre, si dans les discours officiels, le mot « opposition » est souvent employé, c'est exclusivement pour évoquer les « partis d'opposition »³. De sorte que, en Russie, l'activité de l'opposition politique n'a pas de base juridique, pas plus que ses droits ne sont garantis ; et ce, malgré les tentatives des fractions et des groupes d'opposition du Parlement russe. Si leurs efforts avaient abouti, ils auraient pu institutionnaliser la protestation populaire et limiter la liberté d'action du pouvoir. Ils furent néanmoins vains, à l'instar du projet d'une Loi fédérale sur « Les garanties juridiques de l'activité d'opposition dans la Fédération de Russie », débattue mais jamais adoptée. L'on peut cependant voir dans le paragraphe 2 de l'article 9 de la Loi fédérale « Sur les partis politiques » un début de reconnaissance de l'opposition politique : il y est spécifié que « défendre des idées de justice sociale dans les statuts et programmes des partis ne peut, tout comme l'activité des partis politiques prônant ces idées, être considéré comme une incitation aux conflits sociaux. »

En définitive, bien que l'alternance politique par la voie électorale soit formellement permise par la Constitution de la Fédération de Russie, l'adoption d'une loi entièrement consacrée au statut juridique de l'opposition demeure indispensable pour instaurer, d'une part, la responsabilité constructive de l'opposition et, d'autre part, créer les conditions d'un véritable dialogue entre les forces au pouvoir et celles d'opposition. Or dans la pratique législative actuelle, c'est une autre tendance qui est à l'œuvre : les lois en vigueur sont défavorables au développement de l'opposition. Parmi les changements les plus « délétères », notons la hausse du seuil minimal nécessaire pour qu'un parti puisse être représenté dans les organes législatifs de l'État et l'augmentation de la caution électorale que doivent verser les candidats pour pouvoir se présenter aux élections.

3. C'est le cas, par exemple de l'Adresse du Président Dmitri Medvedev devant l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, le 13 novembre 2009.

1.2. OPPOSITIONS OFFICIELLE ET NON OFFICIELLE : UNE LUTTE POUR L'EXISTENCE

L'introduction des principes démocratiques en Russie, où la participation de l'opposition à la vie politique a toujours été restreinte, a emprunté une voie totalement distincte de celle suivie par l'Europe. Les premiers opposants politiques russes sont apparus au XIX^e siècle, sous Alexandre II (1855-1881), lorsque se sont constitués les mouvements « libéraux » et « conservateurs ». Au sein de l'élite politique, les inclinations de chacun étaient notoires mais le pouvoir autoritaire se méfiait énormément des velléités de ses sujets de créer des groupes indépendants, tout particulièrement lorsque les instigateurs de ces formations étaient proches du trône ; c'est pourquoi les « libéraux » et les « conservateurs » n'avaient pas de structures organisées ou de leaders officiels, ne se réunissaient pas autour de partis mais de « mouvements »⁴. C'est aussi pendant le règne du tsar « libérateur » que sont apparus les nihilistes qui, se refusant à adresser au tsar ce qu'ils considéraient comme d'absurdes suppliques et n'étant pas en mesure d'atteindre leurs buts par des élections, ont pris le chemin d'une lutte radicale contre le système⁵. Ce n'est qu'après la publication du Manifeste du 17 octobre 1905⁶ que fut instauré un parlement élu au suffrage universel – la Douma d'Empire – où étaient représentés les partis politiques désormais légaux, sachant que d'autres forces politiques organisées demeuraient dans l'illégalité. Quoiqu'il en soit, les parlementaires ne pouvaient influencer sur le gouvernement et avoir une quelconque emprise sur la vie politique ; le tsar conservait un droit de veto et a dissous la Douma à plusieurs reprises. Si rien n'avait fondamentalement changé, une situation paradoxale se fit pourtant jour puisque l'opposition active au pouvoir monarchique devint, à l'échelle de l'Empire, la majorité parlementaire⁷.

4. De tels rassemblements se sont formés tout au long du XX^e siècle, que ce soit sous Khrouchtchev, sous Gorbatchev, sous Eltsine, sous Poutine ou sous Medvedev, qu'ils se dénomment les « *Kremlevskie* » – les gens du Kremlin –, les « *Piterskie* » – ceux de Saint-Pétersbourg –, les « *Ekonomisty* » – les économistes – ou encore les « *Siloviki* » – les représentants des structures de force (le FSB, les ministères de l'Intérieur, de la Défense, des Situations d'urgence, la Prokuratura et l'Inspection des impôts). Lorsqu'ils interviennent dans le débat public, les membres de ces groupes prétendent exprimer l'opinion la plus juste voire la vérité suprême ; leur attitude est telle qu'il est souvent difficile de déterminer s'ils portent la parole de l'État ou de l'opposition.

5. L'on peut faire remonter à leur mouvement ce qui tient aujourd'hui lieu d'opposition « hors du système »

6. *Manifest ob usoveršenstvovanii gousdarstvennogo porjadka* (Le Manifeste sur le perfectionnement de l'ordre de l'État). Outre la création de la Douma d'Empire, s'engage à accorder des libertés civiles au peuple russe (consacrant notamment la liberté de culte, de parole, de réunion et d'association).

7. Notons que, dans les années 1990 sous Eltsine, la Russie a connu une situation analogue lorsque la majorité parlementaire s'est trouvée dans l'opposition face au gouvernement.

À l'époque soviétique, l'opposition n'est quasiment plus une force politique légale. Au début des années 1920, le terme d'« opposition » est amplement utilisé par Trotsky et ses partisans mais, dès mars 1921, le X^e Congrès du parti communiste russe bolchevique de Russie (8-16 mars 1921) adopte deux résolutions – l'une « Sur l'unité du parti » (*O edinstve partii*) « condamne le fractionnisme » et la seconde, sur la déviance syndicaliste et anarchiste (*O sindikalistskom i anarkhistskom uklone*) ; elles interdisent l'apparition de groupes politiques et de plateformes et, plus largement, proscrivent toute forme de divergence en consacrant le rôle dirigeant du Parti communiste bolchevique. La sentence que prononça sous les acclamations Nikolaï Boukharine illustre bien la place qui est faite à l'opposition : « Dans le pays des soviets, il ne peut y avoir que deux partis : l'un est au pouvoir, l'autre en prison ! ». Les opposants au pouvoir soviétique étaient qualifiés d'« ennemis du peuple », de « traîtres », de « dissidents », de « groupes anti-parti », et même de « chiens enragés », mais jamais d'« opposition ». Des changements n'ont commencé à se produire que dans les années 1980, débouchant sur la perestroïka.

En somme, c'est dans un cadre démocratique que se produit la confrontation entre les différentes tendances politiques ; cette compétition a d'ailleurs un caractère de sanction et garantit l'existence d'une opposition légale. Or un tel espace n'a jamais pu se créer en Russie où, aujourd'hui encore, l'on considère que tout désaccord avec la politique du gouvernement (du pouvoir exécutif) ne peut émaner que d'un ennemi ou d'un traître à la patrie.

2. L'OPPOSITION ACTUELLE EN RUSSIE : D'UN EXTRÊME À L'AUTRE

2.1. DE LA FIN D'UN MONOPOLE...

En 1985, un autre « dégel » s'est amorcé en Union soviétique⁸. Le principal théoricien de la perestroïka, Aleksandr Jakovlev, relate dans ses mémoires (Jakovlev, 2008) le rôle qu'il y joua : c'est lui qui suggéra à Mikhaïl Gorbatchev d'entreprendre une réforme du Parti. Il proposait qu'un grand débat interne y soit mené, lequel conduirait à scinder le PCUS en deux partis – l'un libéral et national démocratique, l'autre conservateur et socialiste – et à organiser des élections au sein du Soviet suprême dont le vainqueur serait chargé de former le gouvernement. Les deux nouveaux partis rappelleraient leur fidélité aux valeurs fondamentales du socialisme et concluraient une alliance nommée Union des communistes (*Sojuz kommunistov*) ; chacun d'eux déléguerait le même nombre de membres à un Conseil central (*Central'nyj sovet*) dont le président désigné serait *in fine*

8. L'auteur fait référence au dégel qui suivit la mort de Staline et dura de 1953 à 1964.

leur candidat commun à la présidence de l'URSS. Toutefois, Gorbatchev ne retint pas cette proposition et l'opposition commença à se constituer à l'extérieur du PCUS, sous la forme de fronts populaires, d'abord en Lituanie (le 3 juin 1988) puis dans d'autres républiques. À leurs débuts, loin de se dire d'« opposition », ces rassemblements soutenaient Gorbatchev et la perestroïka comme l'attestaient leurs slogans.

C'est au printemps 1989 que se tiennent les premières élections libres en URSS, qui désignent les membres du nouveau parlement, le Congrès des députés du peuple de l'URSS (26 mars-23 mai 1989). Bien que le système de parti unique soit toujours en vigueur, un certain nombre de ces députés sont élus – parfois contre les candidats officiels – selon un scrutin pluraliste⁹ ; les candidats font campagne en leur nom propre, invitant entre autres les citoyens à participer à leurs réunions publiques. La première structure d'opposition, inédite dans l'histoire de l'Union soviétique, est créée en mai 1989 à l'occasion de la première session du Congrès des députés du peuple. Dirigée par cinq coprésidents – Boris Eltsine, Andrej Sakharov, Gavriil Popov, Jurij Afanas'ev et Viktor Pal'm–, cette fraction parlementaire est baptisée Groupe interrégional de députés (*Mežregional'naja deputatskaja gruppа*)¹⁰ en raison du mode de répartition des députés recommandé par le secrétariat lors de la première journée de travail du Congrès, à savoir de les regrouper non pas en fonction de leurs convictions (supposées être toutes identiques) mais de leur circonscription. Un grand nombre de députés – qualifiés par Jurij Afanasi'ev de « majorité «agressivo-docile» »¹¹ – sont hostiles à l'idée d'opposition, soutenant que « la prétendue opposition ne voulait que déboulonner le pouvoir ».

L'essor de l'opposition légale met, en toute logique, un terme au monopole du pouvoir en URSS. Le 13 mars 1990, est abrogé l'Article 6 de la Constitution soviétique de 1977¹² qui réservait au seul Parti commu-

9. Seul un quart des circonscriptions avaient un candidat unique, dans les autres, se présentaient deux candidats voire trois (dans 9,9 % des cas). À ce sujet, Anne Gazier souligne également que « des réformateurs comme Boris Eltsine ont été élus contre des candidats officiellement soutenus par le Parti. Surtout, parmi les battus ont figuré pas moins de 38 secrétaires de comité du Parti de région, dont 29 premiers secrétaires. De même, n'ont pas été élus plusieurs présidents de comité exécutif de soviet. La situation fut particulièrement alarmante pour les autorités de Leningrad, puisque n'ont pas été élus aussi bien les premiers secrétaires des comités du Parti de la région et de la ville que les présidents des comités exécutifs des soviets de la région et de la ville. » (GAZIER, 2002, pp. 138-139).

10. Le Groupe interrégional des députés a réuni son congrès fondateur en juillet 1989 et a débouché, en 1990, sur la coalition Russie démocratique. Elle portera Eltsine à la tête du Parlement en mai 1990.

11. Pour plus de précisions sur cette expression, voir Serov, 2003 (<http://bibliotekar.ru/encSlov/a/53.htm>).

12. Le Congrès des députés du peuple adopte alors une réforme constitutionnelle qui supprime le rôle dirigeant du Parti communiste et instaure un poste de président de l'Union, auquel Mikhaïl Gorbatchev est élu le 15 mars.

niste l'exercice du pouvoir, le PCUS étant la « force qui oriente et dirige la société soviétique, le noyau de son système politique, des organismes d'État et des organisations sociales. Le PCUS existe pour le peuple et est au service du peuple. Armé de la doctrine marxiste-léniniste, le Parti communiste définit la perspective générale de l'évolution de la société, les orientations de la politique intérieure et étrangère de l'URSS ; il conduit la grande action créatrice du peuple soviétique, confère un caractère méthodique et scientifiquement fondé à sa lutte pour la victoire du communisme. Toutes les organisations du Parti agissent dans le cadre de la Constitution soviétique ».

Une fois la suprématie du PCUS abolie en mars 1990, le régime parlementaire est instauré en Russie et l'opposition non officielle peut entrer en action. Cependant, alors que la Constitution de la RSFSR est toujours en vigueur et dispose que le Soviet suprême est l'instance supérieure du pouvoir, la majorité des députés du Soviet sont des communistes, hostiles à Boris Eltsine. En septembre 1993, à l'issue d'une longue crise constitutionnelle, le Président russe décrète la dissolution du Congrès des députés et de son soviet suprême mais le Parlement ne se soumet pas et, destituant B. Eltsine, nomme « son » président. Le 4 octobre 1993, lors de l'attaque de la « Maison-Blanche » par l'armée régulière, les députés rebelles sont réprimés. En dépit de la violence de la réaction du Président russe, les urnes lui donnent raison puisque, le 12 décembre 1993, 57,4 % des électeurs approuvent par référendum le projet constitutionnel qui renforce les prérogatives du Président ; il concentre désormais 80 % des pouvoirs ce qui clôt toute forme de séparation des pouvoirs. La nouvelle Constitution proclame la pluralité des opinions, des idées, des idéologies et le pluripartisme. L'activité de l'opposition est dès lors reconnue comme un droit constitutionnel, ce qui conduit à la création de près d'une centaine de partis dont la plupart – qualifiés de partis de salon – n'ont aucune portée politique dans la mesure où ils représentent les intérêts d'un cercle étroit d'hommes politiques. C'est néanmoins dans ces conditions que s'est constitué le pluripartisme en Russie, rassemblant divers groupes sociopolitiques de tout le territoire qui ont uni leurs intérêts pour les défendre dans une structure commune. Seuls trois d'entre eux, fondés au début des années 1990, ont subsisté jusqu'à nos jours – le LDPR, le KPRF et Iabloko –, les deux premiers faisant partie de l'opposition officielle tandis que le troisième s'est retrouvé, depuis 2003, hors des limites de cette opposition, n'ayant pas d'élu à la Douma. Bien entendu, il restait des députés de l'opposition non officielle dans les assemblées régionales mais leur activité ne dépassait pas le niveau régional.

Dans les années 1990, une opposition communiste a pris forme sous la houlette du KPRF alors qu'une autre, démocratique, emmenée par Iabloko, critiquait sans trêve les défaillances de l'action présidentielle, notamment

dans le domaine de la privatisation ou de la guerre en Tchétchénie. En d'autres termes, une véritable opposition était née et s'attaquait au gouvernement. Cette décennie fut, de toute évidence, la plus favorable que l'opposition ait connue en Russie. Jamais la population n'avait été aussi libre de ses choix et jamais l'opposition n'avait pu défendre ses idées et s'adresser au peuple avec une telle aisance.

2.2. ... À LA REMISE EN QUESTION DU PLURIPARTISME

Pour les élections de 1999, d'autres mouvements sociopolitiques de poids se sont constitués mais, étant les porte-parole de groupes de l'élite au pouvoir, ils ne sauraient être assimilés à l'opposition. En dépit de cet émiettement partisan, le KPFR a « remporté » les élections à la Douma de 1999 – certes moins manifestement qu'en 1995 – en rassemblant près du tiers des suffrages ; la deuxième place revint à *Edinstvo* (Unité), la troisième à OVR (*Otečestvo – vsja Rossija*, La patrie – toute la Russie), la quatrième au SPS (*Sojuz pravjkh sil* – Union des forces de droite) qui étaient suivis par le LDPR et Iabloko¹³. La campagne électorale se déroulant dans des conditions relativement équitables, l'opposition peut entrer à la Douma. Conscient de ce phénomène, le nouveau Président, V. V. Poutine, rompt avec les tentatives de son prédécesseur qui visaient à mettre en place une opposition constructive et se concentre sur la formation d'un parti du pouvoir qui lui permette d'appliquer sans discussions ou délibérations particulières les décisions prises par le gouvernement (le pouvoir exécutif). L'on peut affirmer que la lutte contre l'opposition remonte à ce tournant qu'illustrent les élections législatives de 2003 à l'issue desquelles aucun parti démocratique n'obtint de siège à la Douma. La seule force d'opposition qui a pu entrer dans le système de pouvoir d'État fédéral a été le Parti communiste qui a rassemblé 12 % des voix. Russie unie, qui avait la majorité à la Douma, a profité de cette occasion pour amender la loi sur « Les partis politiques », écartant *de facto* des élections toute une série de petits partis. De la même façon, le seuil requis pour être élu à la Douma a été considérablement rehaussé, passant de 5 à 7 % des voix ce qui a réduit les chances de succès des partis d'opposition hors du système qui n'ont pas les moyens de s'adresser directement aux électeurs. De surcroît, le pouvoir recommande avec insistance au monde des affaires de ne pas

13. Aux élections parlementaires de 1995 et 1999, une moitié des députés était élue au suffrage majoritaire dans les circonscriptions électorales – seul moyen pour les indépendants d'accéder à la Douma –, l'autre moitié était élue à la proportionnelle et ne réunissait que les partis ayant franchi la barrière des 5 %. Ce fut le cas du KPFR qui, sur les 450 sièges, en totalisait 157 en 1995 mais n'en comptait plus que 113 en 1999 ; le LDPR (Bloc Jirinovski en 1995), Iabloko et Notre maison la Russie perdirent également des sièges : le premier passa de 51 sièges à 17, le second de 45 à 20 et le troisième de 55 à 7. Les nouveaux partis en revanche obtenaient de bons résultats aux élections de 1999 – Unité : 73 sièges, Patrie toute la Russie : 66, SPS : 29. Pour plus de détails voir GAZIER (2002, p. 208).

financer l'opposition, provoquant la faillite d'un grand nombre de partis. À l'heure actuelle, l'opposition tant officielle que non officielle est écartée des principaux *mass media* et des sources de financement ; la législation sur la lutte contre l'extrémisme a été modifiée en 2007 afin de faire passer pour extrémiste toute critique un tant soit peu violente du gouvernement, ce qui n'a pas été sans effet aux niveaux régional et local.

La politique menée par Vladimir Poutine à l'égard de l'opposition l'a de nouveau scindée en deux, l'une intégrée au système et l'autre extérieure. L'on peut considérer que le KPRF relève de la première ainsi que le LDPR et Russie juste. Tous les autres partis et organisations sociopolitiques appartiennent à la catégorie des partis non officiels dont l'activité n'est, dans la pratique, pas reconnue légalement (Volovoj, 2009). Le système électoral actuel ne permet qu'à trois partis indépendants de participer à la vie politique – Iabloko, les Patriotes de Russie, Juste cause (*Pravoe delo*). Les autres groupes d'opposition, non enregistrés en tant que partis, ne peuvent guère agir dans le domaine public, si ce n'est à travers l'espace virtuel d'Internet ou en exprimant leur désaccord – par exemple en manifestant – sachant qu'ils s'exposent aux poursuites de la police ou des services de renseignement. C'est, en définitive, le droit constitutionnellement reconnu des citoyens de prendre part à la vie politique qui est ainsi menacé.

Dans la rhétorique des dirigeants, l'opposition est de plus en plus souvent assimilée à des ennemis de l'État. De sorte que, dans ses discours pré-électorales, le « leader » de Russie unie, V. Poutine, a présenté tous les opposants à son parti comme des fossoyeurs de la Russie au service des oligarques et des gouvernements étrangers ; de son côté, dans une conférence de presse donnée en mars 2009 lors de son séjour en Espagne, le Président Dmitri Medvedev a déclaré que l'opposition radicale se bornait à un « petit groupe d'hommes politiques marginaux » (*Vesti*, 2009). Les figures de l'élite régionale – y compris l'élite intellectuelle –, qui relayent l'idéologie du parti unique, qualifient l'activité des partis même légaux d'« extrémiste »¹⁴ ; tout porte à croire que l'intolérance idéologique à toute pensée hétérodoxe, caractéristique de la période soviétique, demeure profondément ancrée.

14. Au sujet du contrôle exercé sur les étudiants de l'Université d'État d'Omsk (OmGu) qui sont assimilés à des extrémistes ou sur les partis qualifiés comme tels, voir par exemple JARMIZINA (2009).

3. LES LIMITES DE L'OPPOSITION AU NIVEAU LOCAL : L'EXEMPLE D'OMSK

3.1. L'EXPÉRIENCE DU PARTI IABLOKO ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Aux niveaux régional et urbain, la réalité sociopolitique se distingue, dans bien des cas, de celle qui se dessine à l'échelle du pays tout entier ; elle joue sur l'activité de l'opposition et sur ses spécificités. Au niveau local, un parti qui n'aurait pas de député à la Douma fédérale peut néanmoins tirer une certaine légitimité d'une campagne électorale régionale ou municipale ou de son engagement politique quotidien sur le terrain. Son action n'en est pas moins substantiellement restreinte tant du point de vue institutionnel qu'idéologique.

Comme nous l'avons déjà souligné, la législation électorale impose de nombreuses contraintes à l'activité des forces politiques extra-parlementaires ou, en d'autres termes, à l'existence d'une opposition hors système. Les principaux obstacles sont les modalités d'enregistrement des candidats et les listes qu'ils doivent constituer. La loi amendée sur les élections a eu des effets notables sur la vie politique à l'échelle régionale, réduisant à deux les modes de désignation des candidats : ces derniers peuvent être désignés par leur parti lorsqu'il est représenté au Parlement ; si tel n'est pas le cas, ils doivent rassembler un certain nombre de signatures d'électeurs¹⁵. Étant donné que quatre partis siègent au Parlement, parmi lesquels seul le Parti communiste est dit d'opposition, toutes les autres forces politiques doivent suivre la procédure des signatures. Les systèmes antérieurs – qui permettaient par exemple au candidat de s'inscrire ou de constituer une liste en versant une caution électorale – favorisaient la compétition politique dans la mesure où ils facilitaient l'éligibilité de candidats indépendants dans des instances régionales ou municipales. Le principe même de la liste de signatures soutenant le candidat n'est pas critiquable tant que les conditions sont identiques pour toutes les forces politiques. Or la législation actuelle sur les partis a imposé de telles limites institutionnelles et procédurales à la création des partis et à leur existence que l'on n'en compte plus que sept actuellement en Russie. Il serait rationnel d'offrir aux organisations politiques légales, dont l'objectif principal est de participer aux élections, des droits équitables dans la désignation de leurs candidats ; cela permettrait de garantir l'insertion de l'opposition dans le processus politique. Au cours des années 2009-2010, le Président de la Fédération de Russie a d'ailleurs

15. Conformément à la loi du 18 mai 2005 « Sur les élections des députés de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, Art. 39 (*O vyborakh deputatov gosudarstvennoj Dumy federal'nogo sobranija Rossijskoj Federacii*) en vigueur lors des élections de 2007, pour qu'un parti puisse être représenté au Parlement, 200 000 signatures d'électeurs sont nécessaires (mais ne peuvent provenir, pour plus de 10 000, d'un même Sujet de la Fédération) ; pour les élections de 2011, 150 000 signatures sont requises (5 000 ne pouvant provenir d'un même Sujet) ; voir la loi du 3 juin 2009 n° 108.

abordé cette question dans plusieurs adresses au Parlement russe, mais aucune avancée concrète n'a pu être constatée.

À Omsk, l'expérience a montré que lorsque le mécanisme d'enregistrement était exclusivement fondé sur le nombre de signatures en faveur d'un futur candidat, il ne bénéficiait à aucun parti extra-parlementaire : soit les listes n'ont pas été établies dans les délais (Iabloko), soit les signatures ont été jugées irrecevables (les Patriotes de Russie). Cette situation, qui a d'ailleurs été observée dans d'autres régions de la Russie¹⁶, témoigne bien de l'impossibilité pour l'opposition non officielle de participer aux organes exécutifs du pouvoir.

L'activité politique de l'opposition peut également se mesurer à l'aune de la place qu'occupent les caciques des partis indépendants ou de la société civile dans l'espace public, sous la forme de débats ou de manifestations. Un mécanisme censé renforcer leur présence a été mis en place à Omsk. Or s'il autorise des échanges d'idées entre les principaux acteurs de la société civile et les représentants du pouvoir – en l'occurrence, *Edinaja Rossija* –, il n'a aucune influence sur l'opinion publique. Ces échanges ont lieu à l'occasion des tables rondes qu'organise une à deux fois tous les deux mois un institut gouvernemental, le « Centre régional pour les liens avec la société » (*Regional'nyj centr po svjazjam s obščestvennost'ju*). Les dirigeants ou les cadres des sections de tous les partis d'Omsk fréquentent ces tables rondes où ils débattent de sujets allant du système électoral à l'évolution de la société civile en passant par la progression de l'engagement des citoyens, etc. Il n'en demeure pas moins que de telles discussions n'ont guère de portée hors de ces cercles étant donné que les médias se contentent d'informer de leur tenue mais ne s'étendent pas sur leur contenu. En outre, les médias de l'opposition, essentiellement électroniques, ne nourrissent guère d'intérêt pour des débats qu'ils jugent inefficaces et parfois même nuisibles au développement de la mobilisation sociale, considérant que la discussion avec le pouvoir est vaine si elle ne s'accompagne pas de mesures concrètes ; dans le cas contraire, ces échanges ne font que détourner les citoyens d'une véritable mobilisation.

L'on a encore pu observer des tentatives de structurer une plateforme de débat, voire de contestation, dirigée non par des organisations gouvernementales mais par des opposants actifs. Ainsi, au printemps 2009, un « club politique » fut créé par des étudiants de l'Université d'Omsk (*Omskij gosudarstvennyj universitet – OmGu*), soutenus par leurs enseignants. Ces

16. Ce fut le cas des listes de Iabloko constituées pour les élections aux parlements régionaux des oblasts de Sverdlovsk et de Kaluga : considérées comme irrecevables par la commission électorale, elles n'ont pas été acceptées (voir à ce sujet les sites des sections de Iabloko concernées : <http://kaluga.yabloko.ru/news/index.phtml?id=67> ; <http://sverdlovsk.yabloko.ru/news/index.phtml?id=67>

jeunes militants choisissaient eux-mêmes les thèmes de discussion dont nous pouvons citer les plus saillants : « La crise – qui est responsable et que faire ? » et « L’armée russe – conscription ou professionnalisation ? ». Pour enrichir le débat, ils invitaient également des spécialistes issus de différents milieux et disciplines. Toutefois, un terme fut mis à leurs activités par le nouveau recteur qui interdit catégoriquement les réunions d’opposants dans l’enceinte de son Université après avoir publiquement accusé d’extrémisme les étudiants et les professeurs partageant leurs points de vue. Dès lors, les manifestations publiques et les différentes formes de communication *via* Internet devinrent les seules méthodes de contestation possibles.

3.2. LA COALITION CIVIQUE D’OMSK : UNE NOUVELLE FORME DE COOPÉRATION DE L’OPPOSITION AU NIVEAU DE LA VILLE

Comme la plupart des grandes agglomérations russes, Omsk compte des représentants de quasiment tous les partis et mouvements d’opposition, en très petit nombre toutefois. Les principales organisations sont les sections régionales de Iabloko, de Juste cause et des Patriotes de Russie, chacune rassemblant plusieurs centaines de membres. D’autres mouvements tels que *Solidarnost’*, le Parti républicain (*Respublikanskaja partija*), le Front civique uni (*obedinennyj graždanskij front* – OGF) emmené par Garry Kasparov, l’Union nationale démocratique (*Rossijskij narodno demokratičeskij sojuz* – RNDS), le Comité des droits de l’Homme (*komitet po pravam človeka* – KPČ)¹⁷ participent à la sphère politique régionale. Le poids de ces groupes locaux est cependant faible puisque leurs militants sont très peu nombreux à l’exception des mouvements de jeunes régionaux et interrégionaux qui, eux, peuvent réunir des dizaines de personnes à l’instar de SKT (*Sibirskaja konfederacija truda* – la Confédération sibérienne du travail), *Oborona* (Défense), *Levyj front* (Le front de gauche), *Antifa* (Antifascistes). En outre, des organisations sociopolitiques d’opposition, spécialisées dans la défense des droits de l’homme, agissent à Omsk : le Conseil de la ville d’Omsk, la Chambre civique de la région d’Omsk. Il n’empêche que, dans son ensemble, la population est passive sur le plan politique et ne prend guère part à la vie de l’opposition.

Étant donné la faiblesse de l’engagement politique des habitants et l’absence de moyens de communication pour les atteindre, il importe de renforcer les liens horizontaux entre les représentants de la sphère militante et ceux de l’opposition non officielle. Au niveau national, les initiatives en ce sens sont permanentes. Elles passent soit par la cooptation (*vkhoždenija*)

17. En outre, les dirigeants de *Solidarnost’*, du Parti républicain, de RNDS (Boris Nemcov, Vladimir Ryžkov et Mikhail Kas’janov) ont annoncé fin 2010 la création d’un nouveau parti : le Parti de la liberté – le Parnasse (*Partija svobody* – *Parnas*) dont les sections régionales sont mises en place début 2011 ; celle d’Omsk, par exemple, est dirigée par Igor’ Basov.

d'un groupe politique par une organisation politique plus grande, soit par la création d'unions. Aux niveaux locaux de la région et de la ville, ce lien est tissé de façon différente dans la mesure où la législation ne permet pas de constituer un parti régional ou une organisation politique non gouvernementale. Dans le même temps, il est plus facile, au niveau local, de trouver un accord qui permette aux forces politiques – officielles ou non – de se regrouper. Ce fut d'ailleurs le cas lorsque des militants de la société civile et des représentants de partis et de mouvements d'opposition décidèrent de créer la Coalition civique d'Omsk (*Omskaja graždanskaja koalicija* – OGK)¹⁸ lors d'une réunion organisée le 12 décembre 2009. Les participants validèrent le document proposé par le groupe d'initiative sous le titre : « Principes d'organisation du nouveau mouvement » (*Organizacionnye principy novogo dviženija*) et instituèrent le comité d'organisation (*orgkomitet*) qui devint ensuite le Conseil de coordination de la coalition (*Koordinacionnyj Sovet koalicii* – KS OGK).

Comme son nom l'indique, cette nouvelle structure se fonde sur le principe d'une vaste coalition civique et la collaboration avec des organisations sociopolitiques et des leaders régionaux de la société civile critiques à l'égard du pouvoir en place. Son objectif principal est de coordonner, au niveau régional, les actions menées par les militants, d'en accroître l'efficacité en les organisant mieux selon les principes de la coopération et de l'autonomie des citoyens. C'est le Conseil de coordination (KS OGK) qui dirige les activités de la Coalition ; il est le seul organe habilité à définir la stratégie et la tactique des actions collectives de l'OGK et s'exprime en son nom. La formation de groupes de travail, la répartition des rôles entre les membres du KS, la délégation des compétences de ce conseil à ses représentants sont décidées par le KS OGK. Ses décisions entrent en vigueur une fois que la majorité des participants les ont entérinées. Une section de la coalition est en droit de ne pas participer à la mise en application d'une décision que son représentant au Conseil n'aurait pas soutenue mais elle ne peut s'y opposer. Le KS OGK rassemble des personnalités de la société civile ou des représentants accrédités d'associations qui mènent, dans l'oblast d'Omsk, une véritable action d'opposition contre le régime et acceptent les principes de la coalition.

Les mois qui ont suivi sa création, la Coalition civique d'Omsk a découvert combien la coopération de diverses forces politiques pouvait être contradictoire. D'un côté, sa mise en place a stimulé le dynamisme politique dans la région comme en témoignent, par exemple, le développement rapide du site Internet [www.politomsk.ru](http://politomsk.ru), le déroulement de toute une série d'actions publiques, de meetings, de réunions de citoyens et, en 2010,

18. Pour plus de précisions sur la création de la Coalition, voir http://politomsk.ru/news/omsk_sozdana_grazhdanskaja_coalition/2009-12-12-1

la première manifestation libre à Omsk. D'un autre côté, des contradictions entre les forces de l'opposition se sont fait jour, notamment au sujet des politiques nationale, régionale et locale, question d'ailleurs restée en suspens, aucun compromis n'ayant encore été trouvé. Malgré cela, la plupart des membres n'ont pas renoncé à l'idée d'une opposition collective et, lors des séances publiques du Conseil de coordination qui se tiennent une fois par mois, les perspectives d'évolution de la coalition sont débattues ainsi que la question de l'élargissement de son action.

4. LES LIMITES DE L'ACTION COLLECTIVE D'OPPOSITION

4.1. DE NOUVEAUX GROUPES MILITANTS

Pour mieux saisir les formes et les méthodes du militantisme des forces d'opposition d'Omsk, il n'est pas inutile de donner quelques exemples concrets. Nous n'avons nulle intention d'être exhaustif, préférant nous limiter aux événements qui nous ont paru les plus significatifs et dont nous avons, par ailleurs, été le témoin direct.

L'apparition de groupes de jeunes militants du parti Iabloko dans le paysage politique de la ville a très probablement contribué à l'effervescence du militantisme local. Constitués dès mai 2008, sous l'égide de la section locale du parti, ces jeunes gens se sont donné pour but d'attirer l'attention de la population sur les questions politiques qui se posent dans la région en menant des actions publiques. L'une des premières manifestations qu'ils organisèrent fut la marche contre la censure pratiquée par la télévision régionale. L'activité de ces militants attira presque immédiatement l'œil des services de sécurité qui, à la fin de 2008, tentèrent d'empêcher certains de participer au Congrès pour la constitution d'un mouvement démocratique unifié (*Učreditel'nyj S'ezd ob''edinennogo demokratičeskogo dviženija – Solidarnost'*) prévu le 12 décembre 2008 dans les environs de Moscou¹⁹.

Les menaces et les pressions des services de sécurité n'ont pas arrêté les militants qui, au contraire, ont poursuivi leurs actions sans toutefois enfreindre la législation en vigueur²⁰. Sont à noter les rassemblements contre les crimes politiques, contre la destruction des arbres ou pour la défense des marchés, la distribution de tracts au sujet de dépenses non motivées du budget régional, les commémorations de l'assassinat de la journa-

19. À cette fin, les services de sécurité organisèrent une véritable « rafle » à l'aéroport d'Omsk comme le rapporte le portail régional en ligne « Otkrytyj Omsk » (<http://rmx.ru/news/?news=8003>).

20. Au sujet des actions organisées par *Omskoe molodežnoe Iabloko*, l'on pourra se reporter au texte publié en ligne par Mikhail Maglov, le président de ce mouvement (<http://maglov2.livejournal.com/114083.html>).

liste Anna Politkovskaja, le 7 octobre 2006, de la mort « accidentelle » du directeur de la raffinerie d'Omsk (qui est aussi la plus grande de Russie)²¹, ou encore l'action intitulée « Une place en Jigouli pour Poutine »²² dont la couverture médiatique a été remarquable. Est-il nécessaire d'ajouter que la réaction de la police locale à cet événement a été vigoureuse ?

Le militantisme de ce groupe a atteint son comble avec l'organisation d'une manifestation dénonçant l'arbitraire de la police ; elle devait se tenir le 23 octobre 2003 dans le centre d'Omsk et des journalistes – tant de la presse écrite qu'électronique – y furent invités. Cependant, bien qu'elle ait été autorisée par les autorités, cette manifestation n'a pu arriver à son terme. Des policiers en civil s'y sont mêlés, brandissant des drapeaux russes et dispersant les manifestants tandis que les organisateurs étaient emmenés dans les locaux de la police d'où ils furent rapidement libérés sans qu'aucune charge n'ait été retenue contre eux. En dépit de cet échec, l'incident a eu une grande résonance dans la ville dans la mesure où de nombreux journalistes avaient été dispersés avec la foule ; ils publièrent leurs photographies et leurs témoignages dans plusieurs des journaux les plus populaires, d'autant que la police ne s'était jamais comportée à Omsk avec une telle violence²³.

Le succès n'a pas été sans conséquence pour les responsables du mouvement : l'un des principaux organisateurs des manifestations – Anton Žebrun, étudiant en science politique – fut exclu de l'Université d'Omsk. En dépit des règles et du statut de l'Université qui n'autorisaient pas une telle procédure, l'étudiant indésirable fut renvoyé le 20 novembre 2009²⁴ – officiellement à cause d'un problème d'équivalences. La décision du recteur de l'Université provoqua une vaste campagne de soutien à l'étudiant, menée dans la presse, tant régionale que nationale, et l'affaire réunit l'opposition – officielle et non officielle. Les dirigeants politiques régionaux (KPRF, LDPR, *Solidarnost'*) prirent tous la défense de l'étudiant, Boris Nemcov²⁵ adressa une lettre ouverte au Ministre de l'enseignement²⁶ tandis que le

21. Opposé à l'expansion de Sibneft, il est retrouvé au fond d'une rivière le 19 août 1995 ; l'enquête conclut à un accident par noyade.

22. Cette manifestation s'est tenue le 31 janvier 2008 en signe de solidarité avec les automobilistes protestant contre la hausse des droits de douane sur les voitures étrangères. Pour plus de précision sur cette « performance » de la contestation, voir <http://www.kasparov.ru/material.php?id=4986A21B32CAC>

23. Sur la façon dont la manifestation a été brisée, voir <http://www.novayagazeta.ru/data/2009/119/11.html>

24. Sur le renvoi de l'étudiant et les commentaires de l'OmGu, voir JARMIZINA, 2009 ; MIKITIK & KRAPOTKINA, 2009 ; MIT'KOVSKAJA, 2009.

25. L'un des fondateurs du parti SPS (*Sojuz pravyykh sil*), ancien vice-Premier ministre (1997-1998) et député (1999-2003). Opposant actif, il est aujourd'hui l'un des dirigeants du mouvement *Solidarnost'*.

26. La lettre ouverte est accessible à l'adresse suivante : [http://echo.msk.ru/blog/nemtsov_boris/639800-echo/comments/new?comment\[parent_id\]=1129849](http://echo.msk.ru/blog/nemtsov_boris/639800-echo/comments/new?comment[parent_id]=1129849)

numéro un du parti Iabloko, Sergej Mitrokhin, demanda à la Prokuratura une enquête sur la persécution dont faisait l'objet l'étudiant pour des raisons politiques²⁷. Aucune procédure n'a toutefois été engagée mais A. Žebrun a dû attendre un an avant d'être réintégré, en automne 2010.

L'on peut mentionner un autre événement caractéristique du conflit entre les opposants et la police d'Omsk : l'arrestation, la nuit du 18 au 19 mars 2010, d'un groupe de jeunes militants du parti Iabloko alors qu'avait lieu une action internationale pour la défense de la liberté et de la démocratie en Biélorussie²⁸. Selon les termes de Peter Matjašič, le secrétaire général de *Young European Federalists* à l'origine de cette manifestation²⁹, « des militants du monde entier, dans plus de cinquante pays et sur les cinq continents, sont sortis dans la rue pour exprimer silencieusement et paisiblement leur protestation contre la violation, en Biélorussie, des droits de l'homme et notamment de la liberté d'expression. De Bruxelles à Baltimore, de Stockholm à Sidney, de Varsovie à Washington, toutes les actions se sont déroulées sans difficultés et sans heurts. À une exception près. » C'est Omsk qui fait figure d'exception : un certain nombre de militants de Iabloko y ont été appréhendés et enfermés dans les locaux de la police où ils ont passé près de 17 heures sans que le motif officiel de leur arrestation ne leur fût communiqué. La réaction rapide non seulement des militants politiques locaux mais aussi d'autres villes et pays a sans doute favorisé leur libération. Soulignons ici que le fait même de leur arrestation mérite une attention particulière de même que les raisons invoquées par les responsables des services de sécurité dont l'attitude a été des plus contradictoires. Les autorités ont commencé par nier les faits en démentant les arrestations alors que, dans le même temps, trois manifestants étaient poursuivis pour vandalisme et extrémisme. « Pour l'instruction de l'affaire », ces derniers durent rester quelque 17 heures dans les locaux de la police, privés de nourriture, de boisson et de sommeil – ce qui s'apparente à une forme de torture. Les charges n'ont finalement pas été maintenues car infondées. Les personnes arrêtées ont, à leur tour, déposé plainte contre les policiers en raison des conditions de leur détention mais aucun motif de sanction n'a été retenu³⁰.

27. Cette demande est publiée sur le site de Iabloko ; http://www.yabloko.ru/news/2009/12/17_0

28. L'ONG Lymec (European Liberal Youth) a protesté après l'arrestation des jeunes militants ; *European liberals protest over arrests of liberal activists in Russia* : <http://www.lymec.org/index.php?name=news&file=article&sid=760>

29. Voir http://www.jef.eu/index.php?option=com_content&task=view&id=678&Itemid=99999

30. M. Maglov commente la décision du juge dans son journal en ligne ; voir <http://maglov2.livejournal.com/109182.html>

4.2. LA « POLICE POLITIQUE » RUSSE : UN EXEMPLE RÉGIONAL

Bien que la liberté d'expression soit garantie par la Constitution et malgré les appels réitérés des présidents russes à la construction de la société civile, le délit d'opinion persiste dans la Russie actuelle. À Omsk, les représailles qu'encourent les « non-conformistes » progressent de la façon suivante. Tout d'abord, en participant à une manifestation, le citoyen engagé ou le partisan de l'opposition politique commence par se faire repérer par les services de sécurité et les divisions spéciales des administrations municipale et régionale – grâce notamment à l'enregistrement vidéo de la manifestation. À peine la personne a-t-elle été identifiée qu'elle est convoquée par les agents du ministère de l'Intérieur pour une « conversation ». Le refus d'obtempérer est perçu comme un acte de résistance aux forces de l'ordre et les novices préfèrent se rendre à ces convocations au cours desquelles on les incite fortement à ne plus participer à des actions d'opposition. Ces séances sont renouvelées et visent à critiquer les organisateurs des manifestations, à les accuser d'opinions extrémistes et de complicité avec des forces nuisibles.

Un autre mode opérationnel consiste à intimider et menacer les opposants qui entendraient intervenir. Ceux qui ont affaire, pour la première fois, aux organes de sécurité ne peuvent supporter les intimidations et renoncent à toute forme d'activité militante. Ceux qui n'ont pas cédé pendant les premiers interrogatoires subissent de nouvelles pressions psychologiques. Des représentants de la police se rendent chez eux, les interrogent sur leurs activités, sur leurs rapports avec les partis politiques, sur leurs relations familiales et amicales. Ce type d'interrogatoires est singulièrement fréquent à la veille de manifestations d'opposition ou de visites d'hommes politiques russes de haut rang³¹. Parallèlement aux manœuvres d'intimidation visant directement l'opposant, des mesures « prophylactiques » sont appliquées à ses parents que l'on tente de persuader de la dangerosité des activités de leur enfant qui, risquant d'être exclu de l'Université ou de ne pas trouver de travail, gâcherait sa vie³². Soulignons que ce harcèlement s'adresse à des militants qui, légalement, ne peuvent être accusés d'aucune infraction ou crime.

La diffamation est une autre façon de discréditer les opposants, surtout les plus actifs, par le biais de tracts anonymes³³ dont la lecture laisse entrevoir qu'ils émanent probablement des services du ministère de l'Intérieur ; leur distribution est d'ailleurs facilitée au sein des administrations où ils

31. Au sujet d'une perquisition quelques jours avant la visite du Président Medvedev, cf. <http://omsk.yabloko.ru/news/index.phtml?id=709>

32. À ce propos, lire le témoignage d'un militant soumis à interrogatoire ; <http://tapuhimov.livejournal.com/18768.html>

33. Pour un exemple de tract, voir <http://tapuhimov.livejournal.com/17253.html>

circulent assez librement. Afin de les déconsidérer, les dirigeants des groupes contestataires sont vilipendés sur la base de dénonciations prétendument envoyées par des figures de la sphère militante, critiquant l'apathie de telle ou telle figure de l'opposition³⁴. Ces faux sont un moyen de saper la collaboration entre les organisations d'opposition ou, encore, visent à renouveler leur direction. Parfois, ce sont les employeurs des opposants qui tentent de contrevenir au droit du travail. C'est d'ailleurs ce que fit, par exemple, le recteur de l'Université d'Omsk qui persuada la direction de l'une des chaires de limoger un professeur qui avait adhéré au « mauvais » parti. Bien entendu, de tels agissements ne sont mentionnés dans aucun document de sorte qu'ils ne peuvent être portés devant la justice ; ils sont néanmoins confirmés par des témoignages publics.

CONCLUSION : L'AVENIR DE L'OPPOSITION NON OFFICIELLE À OMSK

L'opposition, et plus particulièrement celle que l'on qualifie de non officielle, est traditionnellement perçue négativement en Russie. Pour autant, les mouvements de contestation ainsi que les partis ou les associations militantes sont bel et bien présents dans l'espace politique, tant à l'échelle de la Fédération qu'à celle de la région étudiée ici. La politique coercitive qu'exerce le gouvernement à l'encontre de l'opposition, loin de les décourager, incite les personnes libres et indépendantes à créer des mouvements politiques hors du système officiel. L'opposition non officielle prend ainsi de l'importance malgré les obstacles dressés par les autorités et, si elle n'a pas un accès digne de ce nom aux médias que sont la télévision la radio et la presse, elle bénéficie d'un moyen de communication stable grâce à Internet.

La portée de l'opposition demeure cependant faible, ce qui s'explique par l'inertie politique de la population, particulièrement apathique en province. Le fait qu'un grand nombre d'employés des services de sécurité soient parvenus à l'infiltrer n'a pu que l'affaiblir un peu plus. Toutefois, la dégradation de la situation économique en Russie ne pourra qu'attiser le mécontentement d'une grande partie de la population, y compris au sein même des services de sécurité. Dans ces conditions, les organisations politiques appartenant à l'opposition non officielle pourront donner une forme organisée à ces insatisfactions et structurer les protestations contre le régime en place.

(Traduit du russe par Stéphanie Cirac)

34. Pour plus de précision, se référer à http://politomsk.ru/blog/ostorozhno_falshivki/2010-02-26-82

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANDREEVSKIJ I. E. (1893), *Enciklopedičeskij slovar'* (Dictionnaire encyclopédique), T. 10 : "Davenport-Demin", Sankt)Peterburg: Brokhaus-Efron.
- BORCOV Ju. S. (1997) *Človek i obščestvo : kratkij enciklopediceskij slovar'-spravocnik* (L'homme et la société : petit dictionnaire encyclopédique), Rostov-na-Donu: izd. Feniks.
- GAZIER A. (2002), « Deuxième partie. Le bouleversement des institutions et de la vie politique », in D. Colas, dir., *L'Europe post-communiste*, Paris : PUF, pp. 111-255.
- JAKOVLEV A. (2008), *Perestroika : 1985-1991* (La perestroïka : 1985-1991), Moskva: Meždunarodnyj fond "Demokratija".
- JARMIZINA E. (2009), "Skandal v Omske : vuz, UVD i opozicija" (Scandale à Omsk : l'université, la direction des services de sécurité et l'opposition), *BBC* (Russkaja služba), 11.11., http://www.bbc.co.uk/russian/russia/2009/11/091111_oms_k_students_opposition.shtml
- MAKARENKO V.P. (1996), *Teorija bjurokratii, političeskaja opozicija i problema legitimnosti* (La théorie de la bureaucratie, l'opposition politique et la question de la légitimité), Thèse de doctorat, Sankt-Peterburg.
- MERSIJANOVA I.V. (2009), "Rossijskoe graždanskoe obščestvo v regional'nom izmerenii" (La société civile russe à l'échelle régionale), *Monitoring obščestvennogo i social'nye peremeny*, n° 4 (92), juillet-août, pp. 26-44.
- MIKITIK S. & KRAPOTKINA S. (2009), "Po ukazke" (Selon les prescriptions), *Kasparov.ru*, 01.12., <http://www.kasparov.ru/material.php?id=4B1526927BFBF>
- MIT'KOVSKAJA A. (2009), "Student-oppozicioner ne vpisalsja v učebnyj plan" (L'étudiant-oppo-sant ne s'est pas inscrit dans le plan d'études), *Kommersant'* (Sibir', Omsk), n° 227 (4282), 04.12, <http://www.kommersant.ru/doc.aspx?DocsID=1285693>
- POPOVA N.A. (1998), "Formirovanie v sovremennoj Rossii mnogopartijnosti i instituta opozicij", in S.A. Kislicyn, red., *Rossijskaja istoričeskaja politologija* (Science politique et historique russe), Rostov-na-Donu: izd. Feniks, pp. 318-332.
- SAENKO G.V. (1995), *Opozicija... Opozicija ? Da zdravstvuet opozicija ! Političeskaja opozicija kak social'noe javlenie* (Opposition... Opposition ? Vive l'opposition ! L'opposition politique comme phénomène social), Moskva: Izd-vo Sojuz.

- SEROV Vadim (2003), *Enciklopedičeskij slovar' krylatykh slov i vyraznej* (Dictionnaire des locutions proverbiales et des expressions), Moskva: Lokidpress.
- THEIMER W. & CAMPBELL P. (1950), *An Encyclopedia of Modern World Politics*, New York : Rinehart.
- TIMOFEEVA L.N. (2004), *Vlast' i opozicija v Rossii : problemy vzaimodejstvija v uslovijakh demokratii* (Le pouvoir et l'opposition en Russie : problèmes d'interaction dans un environnement démocratique), Moskva: Izd-vo RAGS.
- Vesti (2009), "Interv'ju Dmitrija Medvedeva ispanskim SMI. Pol'nyj tekst" (Texte intégral de la conférence de presse de Dmitrij Medvedev en Espagne), 01.03, <http://www.vesti.ru/doc.html?id=258291>
- VOLOVOJ Vadim (2009), "Sistemnaja opozicija v Rossii : i zdes' "osobyj put'" ?" (L'opposition de système en Russie : une voie particulière ?), *Geopolitika*, 02.02, <http://www.geopolitika.lt/?artc=3084>